

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 JUIN 1909.

Proposition de loi réglementant les bureaux de placement.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Il importe de supprimer « le péage établi au préjudice de l'ouvrier, sur le chemin de l'atelier ».

L'impôt prélevé sur le salaire en formation est contraire à tous les principes économiques. C'est une industrie immorale que celle qui spéculé sur le renvoi et le chômage des travailleurs, dont les bénéfices sont prélevés sur les ressources des malheureux, dont les produits croissent en raison directe de l'intensité du chômage.

L'exploitation des bureaux de placement a fourni matière à de nombreuses plaintes : ces plaintes ont provoqué une réglementation énergique dans certains pays voisins à raison des abus qui avaient été maintes fois constatés.

Notre pays ne possède peut-être pas des bureaux de placement organisés, comme dans certaines grandes villes de l'étranger, en véritables agences d'affaires, monopolisant le travail de certaines branches d'industrie pour le débiter moyennant des dimes et des redevances. L'exploitation de l'employé ne s'exerce pas avec la même franchise, au grand jour.

Mais innombrables sont les intermédiaires qui s'offrent — ou s'imposent — à l'ouvrier, souvent sous des apparences désintéressées, et qui font de leurs distributions de travail un appât pour attirer les malheureux chômeurs dans les boutiques qu'ils exploitent, pour les transformer en clients forcés.

Le mal n'est peut-être que plus grand, parce que les abus paraissent insaisissables. Le législateur est moins disposé à intervenir lorsqu'il

conserve l'illusion que les initiatives privées peuvent suppléer à son action.

A différentes reprises cependant, les intéressés ont saisi de leurs plaintes le Parlement.

Des délégations de corporations et de syndicats — et spécialement des employés d'hôtels, restaurants et cafés — ont exposé la situation particulièrement pénible au point de vue moral, économique et social de toute une catégorie de travailleurs.

Elles ont précisé combien, par le fait de ces intermédiaires, il était difficile de dégager la loi de l'offre et de la demande des abus et des injustices qui s'attachent trop souvent à son fonctionnement sur le marché du travail, surtout dans les grandes agglomérations. Ils ont démontré que le travailleur n'ayant d'autres ressources que l'usage de ses bras et de son activité serait vainement libéré du servage de jadis s'il devait continuer à payer de lourdes dîmes aux intermédiaires de travail.

Sans doute, c'est aux groupements professionnels que doit appartenir le rôle prépondérant en matière de placement.

Le syndicat doit reprendre la place des associations de compagnons, des corporations, des bureaux de communautés d'arts et métiers du moyen âge.

Le rôle d'assurer dans chaque corps de métier le placement des ouvriers lui est réservé, ainsi qu'il appartenait à celles-ci.

Grâce à lui, le travailleur cessera d'être, au sein de nos grandes agglomérations modernes, isolé, anonyme, à l'état de cette poussière humaine à laquelle l'avait réduit la rupture de tous les liens des corporations et jurandes.

Il l'aidera pour éviter le chômage. Il atténuera les effets du chômage dont il est involontairement victime.

Le syndicat a les moyens de vérifier la science professionnelle, les qualités techniques de l'ouvrier à embaucher, de renseigner sur les aptitudes particulières à tel emploi déterminé.

Que le syndicat reste étranger à tout favoritisme, qu'il reste éloigné de toutes préoccupations politiques, il sera le véritable instrument de répartition entre les forces mises à la disposition des patrons et les nécessités de leur industrie. Il sera en cette matière, selon l'expression d'Yves Guyot, « le pignon d'engrenage entre le capitaliste et l'ouvrier ».

Les Chambres syndicales, soit de patrons, soit d'employés, sont naturellement indiquées pour aider les ouvriers sans travail à se placer. « Le placement des travailleurs, — disait avec raison M. le comte de Mun, — comme toutes les affaires où sont engagés les intérêts des travailleurs, n'est pas une question commerciale, mais une question professionnelle... La vraie solution de la question du placement est dans une organisation professionnelle, beaucoup plus capable, et au point de vue de la compétence et au point de vue des garanties, de donner satisfaction aux besoins et aux intérêts des ouvriers et des patrons que toute autre organisation et, en particulier, qu'une organisation purement commerciale, dans laquelle

» L'intérêt personnel de l'entrepreneur prime naturellement tous les autres.
 » Cette fonction de placement pour les syndicats est une de leurs plus
 » naturelles, de leurs plus légitimes, comme une de celles qui répondent le
 » mieux au rôle qu'ils ont à remplir pour la sauvegarde du droit des
 » travailleurs. »

Nous ne songeons pas, cependant, à condamner d'une sentence d'interdiction absolue l'institution des bureaux de placement — agences privées — au moment où elle pourrait célébrer le cinquième centenaire de sa fondation ⁽¹⁾.

Le Conseil supérieur du travail de France, consulté en février 1891, reconnut et proclama que l'industrie des bureaux de placement doit être une industrie libre : il se basait sur la liberté du commerce et de l'industrie, et sur la nécessité qu'il y avait, pour les ouvriers ne voulant pas entrer dans les syndicats, à pouvoir cependant se procurer du travail.

En outre les ouvriers et employés n'ont pas encore organisé partout le syndicat, et il est de nombreux cas où cette organisation sera impossible à réaliser.

Il n'existe pas dans de nombreuses villes des bourses de travail ni des œuvres de placement.

Enfin, les placeurs sont à même de rendre aux employeurs des services que ne pourraient souvent rendre à ceux-ci des bourses de travail ou des syndicats.

Ils peuvent guider dans le choix du personnel, faire des enquêtes, intervenir dans la solution des emplois.

Rien n'empêche qu'ils subsistent, mais comme des aides « acheteurs » et non des intermédiaires « vendeurs » d'ouvrages.

Mais il est certain que parmi les chefs d'accusation dirigés contre les organismes de placement, il en est qui peuvent et doivent être retenus et sont suffisants pour justifier une réforme.

Les bureaux de placement payants sont une des sources de l'instabilité des emplois : le placeur a tout intérêt à déplacer le travailleur de connivence ou même contre le gré du patron ou du gérant d'un établissement : Le placement répété multiplie ses primes; le roulement devient une source de bénéfices.

Ce n'est pas le seul trafic honteux auquel se livrent ces bureaux : La Commission française de 1899 constata que « ce n'est pas aux plus dignes ni aux plus malheureux, ni même à ceux qui ont été inscrits les premiers,

(1) En 1612, Théophraste Renaudot, médecin du Roi et commissaire des pauvres, obtint du souverain un brevet l'autorisant, lui et les siens, à l'exclusion de tous autres, à faire tenir « bureaux et registres de ses sujets » dans tout son royaume. Le bénéficiaire « entendait par là un office d'information, de publicité, où l'on peut se procurer tous les renseignements possibles ».

Le bureau de publicité et placement modeste, ancêtre de toutes les agences de publicité, fut le berceau de la *Gazette de France*, le plus ancien des journaux de langue française, créé pour porter à domicile les offres et demandes du bureau de placement.

qu'on accorde la situation la plus enviable, mais bien aux travailleurs qui, ayant quelques économies, peuvent en cachette verser une prime entre les mains du placeur : plus on lui donne, plus il vous favorise ».

A côté de ces primes, il en est d'autres d'usage courant sous forme de consommations acquittées dans les locaux du bureau de placement, que la pratique double d'un débit de boissons. « Plus on consomme, plus vite on sera placé. »

Il est tel de ces bureaux où « l'on constate la présence de nombreux ouvriers ou employés, tels les « extras », grevant à l'avance le salaire qu'ils escomptent au profit du cabaretier dont ils attendent un avis de désignation.

Ce cabaretier ne tient pas un bureau de placement au sens strict du mot : aucun avis, aucun appel aux intéressés ne le renseigne comme tel, mais il est parvenu à attribuer à son établissement le caractère d'un rendez-vous des ouvriers en quête de places ; il a réussi à s'assurer la clientèle de patrons assurés de trouver chez lui à tout instant le personnel qu'ils devront embaucher.

Il ne recommandera que ceux qui seront les consommateurs les plus assidus, les meilleures « pratiques ». Il a tout intérêt à n'assurer les bons salaires qu'à ceux qui pourront ainsi se libérer de leurs dettes ou viendront dépenser chez lui le produit du travail obtenu grâce à lui.

Ces abus ne pèsent pas uniquement sur le personnel des industries de l'alimentation : nous en avons relevé de nombreux cas à l'égard des marins, d'ouvriers de port, de maçons, de tâcherons.

Les bureaux de placement installés chez des cabaretiers, les placeurs cabaretiers, favorisent l'intempérance et fort souvent la débauche. Ils lient ceux qui s'y adressent dans un réseau de dettes dont ils auront par la suite la plus grande peine à se dégager.

Le personnel des hôtels, des restaurants, des cafés accomplit une besogne particulièrement fatigante, qui brise prématurément les forces, après avoir exposé à tous les cruels hasards des maladies et du chômage.

Le public se trompe bien souvent dans ses calculs des salaires encaissés par la perception des pourboires. Il ne sait pas — ou oublie — que, contrairement aux autres employés, l'employé de restaurant trop souvent paie, au lieu d'être payé, celui qui l'emploie et joint souvent à des redevances variées l'obligation de payer les gages d'une partie du personnel...

Ces employés n'ont pas même jusqu'ici les avantages assurés aux ouvriers : assurances contre les accidents du travail, juridiction des prud'hommes, abonnements ouvriers, etc.

Une étude publiée dernièrement permettait de constater combien le joug des placeurs pèse sur le patron comme sur l'ouvrier et est particulièrement odieux à l'égard du personnel féminin ⁽¹⁾.

(1) *National bruxellois*, 6 janvier 1909.

« Le patron n'a pas la liberté d'engager personnellement une serveuse. Il doit passer par le placeur s'il ne veut pas, le jour où il manquera de personnel, se trouver dans l'embarras et dans l'impossibilité, faute de sujets, de servir ses clients. Et ce ne sera pas seulement le placeur qui refusera de lui adresser quelqu'un, mais toutes les serveuses, même sans place, déclineront ces offres sous la menace des placeurs de ne jamais plus être engagées nulle part. Il ne faut pas penser à aller d'un placeur à un autre. Ils forment entre eux une franc-maçonnerie et toutes les serveuses sont sous leur entière domination.

» Pauvre homme en sa demeure est roi ! dit l'ancien adage, mais ici le patron, si aisé soit-il, si prospère soit son établissement, n'est pas maître chez lui.

» Ils sont relativement peu nombreux ces placeurs qui tiennent sous leur coupe patrons d'établissements et serveuses. Et il faut la passivité, la crainte, l'isolement de ces femmes pour comprendre la puissance de ces potentats.

» Ils sont cafetiers et leur bureau est le comptoir. Les noms des novices et des professionnelles sans place sont inscrits dans un cahier qui traîne dans le tiroir. Mais ces notes ne sont pas nécessaires, le placeur connaît sa clientèle.

» Clientèle, en effet, car la serveuse doit être une consommatrice assidue et n'est prisée qu'au tarif et à la quantité de ce qu'elle ingurgite dans la boîte. Une femme à laquelle sa bourse ou ses charges, son estomac ou son cœur, qui n'est pas toujours à la joie, ne permettent pas d'absorber largement ne doit avoir aucun espoir de trouver du travail.

» Le placeur qui procure un engagement fixe, c'est-à-dire un poste stable, de tous les jours, réclame à la serveuse vingt, cinquante, quatre-vingts francs, d'après l'importance de l'établissement.

» Les extras, celles qui ne sont attachées qu'à des services temporaires, tels, à l'occasion d'une fête qui amène un surcroît de consommateurs, ou les journées d'été — dimanches et jeudis spécialement — aux établissements des lieux de promenade des environs, ne paient pas le placeur, mais sont tenues à se présenter chez lui tous les matins.

» Elles consomment et il s'indemnise de cette façon. La pauvre fille y laisse souvent plus de la moitié du gain de la veille, sans être certaine d'être réengagée avant plusieurs jours.

» Le placeur ne perd pas de vue la serveuse à laquelle il a procuré un poste à demeure. Il connaît ses jours de sortie et exige sa visite. Elle est obligée de venir dépenser chez lui et largement sinon, le jour où elle quittera l'établissement qui l'occupe, c'est en vain qu'elle demandera une place.

» Elle sera mise en interdit par tous les placeurs.

» Le nombre de ces pauvres chômeuses varie d'après les saisons.

» Il est presque toujours de plusieurs centaines et souvent dépasse le millier qui se privent quelquefois de manger pour payer leurs consommations. »

Le législateur français a excepté de la réglementation de la loi du 14 mars 1904 les agences théâtrales, lyriques, les agences pour cirques et music-halls.

Il s'est arrêté à la considération que ces agences sont d'une nature spéciale.

La considération de la personne a une réelle importance dans ce contrat, l'intermédiaire y a un rôle si spécial et est amené à faire des avances : aussi peut-on difficilement organiser ici l'action générale du syndicat.

Une autre considération a également écarté la proposition de suppression. Ces agences sont situées presque toutes à Paris et ne placent guère en province. Le Conseil municipal de Paris n'eût jamais accepté de fournir les fonds nécessaires à leur suppression, alors que la Ville n'en eût retiré aucun avantage.

Cependant, de graves sujets de plaintes furent formulés contre certaines de ces agences, et, sur la demande de M. Millevoye, il fut entendu qu'une loi spéciale serait votée, et la Commission du travail et le Gouvernement s'engagèrent à la faire aboutir le plus rapidement possible.

A première vue, ces arguments paraissent de grande valeur, mais celle-ci s'atténue singulièrement si la loi a pour objet non la suppression des bureaux, mais de faire supporter les honoraires par l'employeur et non plus par l'employé, et n'a pas pour but d'interdire un intermédiaire auquel ne recourent d'ailleurs pas les artistes, pour lesquels « la considération de personne » est un élément dominant du contrat.

Les intéressés invoquent qu'ils sont, plus qu'en toutes autres professions, sujets à bien des déboires. « D'abord, le peu de surface qu'offrent »
 » bien des directeurs ou entrepreneurs de spectacles nous expose conti-
 » nuellement, disent-ils, à ne pas voir payer des appointements qui, en
 » général (surtout en Belgique et surtout pour les artistes belges), sont
 » dérisoires. La loi, en cas de faillite, nous refuse le titre de créanciers
 » favorisés qu'elle accorde, nous croyons, aux ouvriers.

» Nos engagements ne sont, en général, que de cinq ou six mois. Heureux
 » et rares ceux de nous qui trouvent à s'occuper l'été à des prix de famine.
 » Notre profession nous force à des dépenses de toilettes pour nous permettre
 » de tenir un certain rang et pour exercer notre profession. Et quand, après
 » des démarches, nous parvenons à décrocher la timbale sous forme d'un
 » engagement *chez nous*, les agents théâtraux nous réclament 5 % de nos
 » appointements, payables pour toute la saison et d'avance. On retient ces
 » « honoraires » sur le demi-mois d'appointements (avances que le direc-
 » teur fait au début de l'engagement). C'est-à-dire qu'un artiste engagé à
 » raison de 250 francs par mois (ce qui est une moyenne très honorable)
 » paiera, avant d'être certain que son directeur le paiera, lui, jusqu'à la
 » fin de son engagement, 75 francs d'honoraires. On lui a avancé
 » 125 francs. Voyez ce qui lui reste pour vivre un mois!!!

» Songez à la situation des malheureux choristes, danseuses, musiciens,

» qui doivent également passer par les exigences de ces messieurs des
 » agences et qui gagnent en moyenne 120 à 150 francs par mois.

» Lors de la discussion de la loi sur les prud'hommes, on a agité le point
 » de savoir s'il ne fallait pas opérer une distinction entre les artistes, en la
 » basant sur le montant des appointements. Ne conviendrait-il pas de diviser
 » les artistes en deux catégories, ceux percevant au delà et ceux percevant
 » moins de 300 francs; ainsi toute rémunération du chef d'engagements aux
 » appointements inférieurs à 300 francs par mois serait à la charge de
 » l'employeur.

» Mais, ici encore on peut, à notre avis, étendre le bénéfice de la loi à
 » toute la corporation, car peu d'artistes gagnant de gros appointements
 » passent par les agences. Ils parviennent toujours à traiter directement
 » avec les directeurs et leur font payer les honoraires s'il y a lieu.

» Et c'est précisément parce que ce sont les parias de la profession qui en
 » pâtissent qu'il importe de légiférer pour eux sans énerver la mesure par
 » d'inutiles exceptions et restrictions. »

Les mesures de réglementation que la proposition de loi tend à introduire visent des abus qui, les uns, sont cause de préjudice pour des personnes déterminées, et les autres constituent une lésion plus grave et d'ordre général.

Il suffit de sanctions civiles pour assurer le respect des dispositions interdisant au placeur de réclamer une rémunération quelconque de la part de l'ouvrier à raison d'une intervention quelconque dans un engagement de travail.

Toute intervention doit être gratuite au regard de l'employé : toute remise à raison de cette intervention serait considérée comme le résultat d'une « obligation sans cause ». La meilleure sanction et la plus logique apparaît donc étant celle qui refuse toute action en justice à celui qui prétendrait retirer les effets de quelque stipulation ou promesse qui lui aurait été faite.

De même la loi n'accorde aucune action pour une dette de jeu ou pour le paiement d'un pari (Code civil, art 1965).

N'est pas recevable en justice l'action en paiement de boissons enivrantes, consommées dans les cabarets, cafés, auberges et débits quelconques (art. 17, loi du 16 août 1887).

La fraude est particulièrement ingénieuse, il importe donc que la loi vise en termes formels tous les contrats de travail, quelle que soit la forme qu'ils empruntent. Elle doit entendre protéger tous ceux qui vivent de leur travail dans un état de subordination vis-à-vis d'un patron, d'un maître.

Certains membres du personnel des hôtels et restaurants ne reçoivent aucun salaire. Bien au contraire, ils paient le droit de travailler par une somme fixée à forfait sous la rubrique de « droit de tablier », de « frais de casse », etc.

Ces travailleurs, qui retirent la rémunération de leur travail de l'institu-

tion des pourboires, — qu'il serait si désirable de voir supprimer, — qui doivent même partager ces pourboires avec le tenancier de l'établissement, qui sont même obligés de rémunérer un personnel de sous-ordres, doivent être garantis dans la même mesure que ceux qui touchent des appointements, des gages, des rémunérations fixes. Il n'y a, en somme, aucune distinction à faire entre ces diverses catégories de travailleurs, et il importerait même que l'on pût remédier à l'infériorité où se trouvent déjà certains d'entre eux, si on les compare aux ouvriers, et à laquelle nous avons déjà fait allusion : loi sur le paiement des salaires, assurance des accidents, bénéfice des tarifs et dégrèvements accordés aux ouvriers.

Il importe aussi que la loi puisse atteindre toute stipulation quelconque de nature à attribuer un profit ou avantage quelconque à un intermédiaire si elle doit être supportée par l'employé.

Ces avantages sont habituellement exigés sous forme de « droits d'inscription » ou de « commissions ».

Ils peuvent revêtir d'autres formes : l'obligation de prendre certaines fournitures, de prester certains travaux : la disposition doit être assez générale pour devancer l'ingéniosité de ceux qui tentent trop souvent de s'évader entre les mailles de la loi.

Mais, avons-nous constaté, certaines catégories de personnes ne peuvent se syndiquer ou recourir aux bureaux officiels. Certains intermédiaires ne peuvent se remplacer, tels ceux qui s'occupent du placement des institutrices et des dames de compagnie et des domestiques.

Nous avons reconnu qu'il fallait laisser subsister les intermédiaires, et leur maintien est cependant inséparable du maintien d'une rémunération. Comment concilier ces deux faits si l'on ne tombe pas d'accord — et la thèse paraît à l'abri de toute contradiction sérieuse — que les abus actuels ne seraient plus à redouter si l'intermédiaire, ne recevant plus aucune rémunération de l'employé, était indemnisé par l'employeur. Ainsi disparaîtrait tout favoritisme vis-à-vis de ceux qui sont obligés aujourd'hui de participer aux enchères des places.

Les patrons sont dans de meilleures conditions que les ouvriers pour résister aux prétentions des placeurs.

Ils sont mieux armés pour empêcher les mutations dans le personnel et le renouvellement des commissions.

Une disposition analogue à celle que nous préconisons a été introduite dans la loi française de 1904, à l'initiative de M. le général Mercier :

« Les bureaux de placement payants, disait-il à l'appui de sa proposition, rendent des services aux patrons autant et même plus qu'aux ouvriers dans bien des cas ; et cependant ce sont les ouvriers seuls, déjà éprouvés par le chômage, qui sont obligés de rétribuer ces services. Ce sont les ouvriers seuls qui supportent les frais des investigations et des enquêtes dont ils sont l'objet à la demande et dans l'intérêt des patrons. N'y a-t-il pas là manifestement quelque chose de choquant, d'injuste, d'inhumain...? »

N'est-il pas à craindre que, par suite de l'incidence des taxes, l'ouvrier subira, par un choc en retour, la charge de la rémunération ?

Ce serait proclamer à l'avance la faillite de toutes mesures protectrices du travail que de supposer que la convention interviendra chaque fois pour détruire ce qui a été décrété. Les mêmes craintes furent formulées lorsque l'on imposa au patron des charges propres pour la réparation des accidents du travail : nous avons vu produire cet argument lors de la discussion sur la réglementation du travail.

Mais en fut-il même autrement, il ne serait pas indifférent que le déboursé soit fait par le patron et que l'ouvrier soit armé de la loi pour résister aux abus des intermédiaires exploitant sa détresse, que la pratique revête un caractère en quelque sorte impersonnel.

La sanction de la règle que nous venons de fixer ne peut résider que dans la nullité de toutes conventions qui auraient pour but de la violer.

L'intermédiaire se voyant d'avance privé de toute action pour réclamer d'un employé les avantages qu'il aurait cru néanmoins pouvoir imposer n'aura plus aucun intérêt à faire souscrire ces clauses vaines et illusoire.

Mais ce n'est point assez : Les intermédiaires ont l'habitude de réclamer un paiement à l'avance. S'ils étaient privés de toute action, ils généraliseraient cette habitude et se feraient verser des « provisions » et des « couvertures ». Ils trouveraient le moyen de se faire payer par d'autres modes que l'action en justice et opposeraient aux réclamations que l'on ne peut revenir sur un paiement volontaire.

Ce serait fournir des moyens faciles d'é luder la loi en ses sanctions : l'action en restitution est de nature à les briser.

Si l'intermédiaire, à la condition qu'il soit rétribué par l'employeur, peut et doit continuer à exister sans qu'il puisse en résulter préjudice, c'est à la condition que son industrie ne soit pas un accessoire d'une autre industrie — le débit de boissons — et n'ait pas pour objet de lui fournir une source de profits.

Le bureau de placement ne peut fonctionner dans un cabaret : les conséquences déplorables de la fusion de ces deux commerces éclatent à tous les yeux. Elles ne seraient pas moindres si l'unique réforme consistait à libérer l'employé des rémunérations stipulées, en l'obligeant à payer, comme par le passé, des rémunérations indirectes.

Il ne suffit pas, à cet égard, de défendre l'intervention du débitant de boissons lorsqu'elle a l'importance d'une exploitation de bureau de placement : les cabaretiers auraient vite fait de supprimer tous signes apparents de cette industrie, de se borner à exercer un office d'intermédiaire dans leur établissement.

Ce qu'il faut interdire, c'est cet intermédiaire lui-même lorsqu'il s'exerce derrière le comptoir ou dans la salle d'estaminet, lorsqu'il se paie par les consommations : on ne pourra interdire à un cabaretier, à un débitant de

boissons de fournir accidentellement des indications à ses clients, à raison de demandes qui lui sont faites, de renseignements qui lui sont fournis.

Mais autre chose est ce service rendu, et la poursuite habituelle de semblables opérations, dans un but de lucre direct, en vue de rémunérations, indirect, pour attirer la clientèle.

Et ici encore il faut éviter que le cabaretier, sans servir d'intermédiaire, sans tenir lui-même un bureau de placement, atteigne les mêmes résultats en faisant tenir ou laissant tenir le bureau par autrui, en faisant appel au concours de tiers aux fins que les engagements de travail soient opérés dans son établissement.

On ne peut empêcher un syndicat, une union professionnelle, des groupes d'ouvriers d'établir son siège dans un établissement quelconque, fût-ce un débit de boissons. Mais il faut éviter que ce tenancier puisse retirer, de ceux qui se réunissent chez lui, des profits autres que ceux qu'il retire d'autres clients : Il ne peut attirer des clients en organisant lui-même un bureau de placement. Il ne faut pas que l'organisation par autrui soit une source de bénéfices particuliers pour lui, qu'il puisse spéculer sur cette organisation; il convient de ne pas favoriser le choix de semblables locaux.

Qui méconnaîtrait que le législateur a fait chose sage et utile en interdisant le paiement des salaires dans « des cabarets, débits de boissons, magasins, boutiques ou dans des locaux y attenants (loi du 16 août 1887, art. 4).

Tout ce qui précède laisse évidemment intact et à l'abri de la réglementation les institutions qui accordent aux ouvriers, employés, domestiques, le logement et la nourriture en même temps qu'elles s'occupent de leur placement, non dans un esprit de lucre et mercantile, mais comme une œuvre de charité, de préservation, de solidarité.

Nul ne confondra les gérants de ces œuvres avec des hôteliers ou des débitants de boissons.

On ne pourra de même considérer comme des hôteliers ou des intermédiaires les gérants des syndicats, des mutualités.

Si ceux-ci ont leur local privé dans une partie séparée d'un café ou débit de boissons, rien n'empêchera les membres de s'y faire apporter des consommations. Il s'agira de locaux privés où la loi n'a point à exercer un contrôle.

Dans tous ces cas, la raison de réglementer disparaît : l'exploitation de l'employé par un intermédiaire, la dime prélevée directement ou indirectement sur son travail futur ou à raison de ce travail.

On ne peut prévoir tous les cas ni toutes les espèces, mais il suffira d'en revenir toujours à cette règle qui inspire la loi pour déterminer s'il y a lieu ou non à répression.

Nous n'avons certes pas la ridicule prétention de croire que la proposition que nous soumettons au Parlement constitue une œuvre parfaite, non susceptible d'amendements, d'améliorations dans le fond et dans la forme.

L'élaboration de la loi française a réclamé vingt-cinq séances, tant à la Chambre qu'au Sénat. Douze projets principaux et un nombre considérable de contre-projets ont été déposés.

Seize rapports ont été déposés.

Notre but est de provoquer une solution nécessaire et trop longtemps attendue : nous croyons que le travail est autre chose qu'une marchandise échangeable, mais doit être considéré sous un aspect plus élevé — sociologique, moral et religieux — comme « les énergies accumulées de créatures vivantes et sentantes entre lesquelles il y a une solidarité nécessaire ».

L'organisation du travail ne doit pas être envisagée en tenant uniquement compte du côté purement économique et matériel : la question du placement doit amener à une échéance moins lointaine le plein épanouissement du régime des unions professionnelles, des mutualités et des syndicats, le développement des bourses de travail, l'organisation du contrat collectif de travail, l'émancipation complète de l'ouvrier.

Ce n'est pas la tâche d'un jour, d'un homme ni d'un Parlement isolé. Combien d'entre nous n'auront même plus un tribut de souvenirs lorsque l'œuvre sera accomplie.

Ce n'est point une raison pour ne pas attacher un anneau à la chaîne des efforts:

P. WAUWERMANS.

Proposition de loi réglementant les bureaux de placement.

ARTICLE PREMIER.

Aucune rémunération ne peut être perçue par un intermédiaire à raison de son intervention dans un contrat de travail sinon à la charge exclusive de l'employeur.

ART. 2.

Sont nulles toutes stipulations consenties par un employé, un ouvrier ou par tout homme de service en vue d'attribuer à un intermédiaire un avantage quelconque; au mépris de la disposition précédente.

Sont sujettes à répétition toutes sommes qui auraient été acquittées ou remises, même volontairement en exécution ou à l'occasion de semblables engagements ou promesses.

ART. 3.

Aucun hôtelier, logeur, restaurateur ou débitant de boissons ne peut, directement ni indirectement, faire office habituel d'intermédiaire entre employeurs et employés.

Il ne peut de même autoriser la tenue d'un bureau de placement dans des locaux dépendant de son établissement où seraient débitées des boissons.

ART. 4.

Les agences et entreprises de publicité par voie de la presse ne sont pas soumises aux prescriptions de la présente loi.

Wetsvoorstel houdende regeling van de plaatsing-kantoren.

EERSTE ARTIKEL.

Geene vergelding mag door een tus-schenpersoon worden geheven wegens zijn optreden in eene arbeidsovereenkomst, tenzij uitsluitend ten laste van den werkgever.

ART. 2.

Nietig zijn alle bedingen waarbij een beambte, een werkman of welke loontrekkende dienaar ook zich verbindt om, in strijd met de vorige bepaling, eenig voordeel aan een tus-schenpersoon toe te kennen.

Vatbaar voor terugvordering zijn alle sommen, betaald of ter hand gesteld, zelfs vrijwillig, ter vervulling of naar aanleiding van soortgelijke verbintenissen of beloften.

ART. 3.

Geen hotel-, logement- of restaura-tiehouder, geen drankslijter mag, rechtstreeks of onrechtstreeks, gewoonlijk optreden als bemiddelaar tus-schen werkgevers en werknemers.

Evenmin mag hij er in toestemmen dat een plaatsing-kantoor wordt gehouden in lokalen ahangende van zijne inrichting, wanneer daar dranken worden verkocht.

ART. 4.

De agentschappen en ondernemingen tot bekendmaking door middel van de pers vallen niet onder de voorschriften van deze wet.

ART. 5.

Toute infraction à la disposition de l'article 3 sera punie d'une amende de 50 à 2,000 francs.

ART. 6.

L'action en répétition réservée par l'article 2 et l'action pénale par l'article 5 se prescrivent par un laps de temps de six mois.

ART. 5.

Elke overtreding van de bepaling vervat in artikel 3 wordt gestraft met eene boete van 50 tot 2,000 frank.

ART. 6.

Het geding tot terugvordering, bij artikel 2 voorbehouden, en de strafrechtelijke rechtsvervolging, in artikel 5 bedoeld, verjaren door verloop van zes maanden.

WAUWERMANS.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 JUNI 1909.

Wetsvoorstel houdende regeling van de plaatsing-kantoren.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

« De tol, geheven ten nadeele van den werkman op zoek naar arbeid », dient te worden afgeschaft.

De belasting, geheven op het toekomstige loon, strijdt met alle economische beginselen. 't Is een ongeoorloofd bedrijf, winst te betrachten uit de wegzending of de werkloosheid van arbeiders, welke winst wordt geheven op de bestaanmiddelen van ongelukkigen en toeneemt naar gelang van de hoegrootheid van de werkloosheid.

Talrijke klachten zijn uitgebracht tegen het houden van plaatsing-kantoren : deze klachten gaven aanleiding, in sommige naburige landen, tot strenge reglements-bepalingen uit hoofde van meermaals waargenomen misbruiken.

Wellicht bestaan in ons land geene plaatsing-kantoren die, zooals in sommige groote steden van andere landen, optreden als echte kantoren voor zaakwaarneming en zich meester maken van het werk in sommige nijverheidstakken om het te verkoopen mits betaling van eene daarvan afgehouden som. De uitbuiting van den bediende wordt niet zoo openlijk bedreven.

Doch talrijk zijn de bemiddelaars die zich voorstellen — of zich opdringen — aan den werkman, vaak onder den schijn van onbaatzuchtigheid, en het werk verdeelen als een middel om de ongelukkige werkloozen in hunnen winkel te lokken en hen tot gedwongen klanten te maken.

Het kwaad neemt wellicht grooteren omvang, omdat het onmogelijk

schijnt het misbruik te treffen. De wetgever is minder geneigd om op te treden, wanneer hij zich inbeeldt dat persoonlijk initiatief zijne werking kan vervangen.

Toch werden herhaaldelijk door belanghebbenden klachten gedaan aan het Parlement.

Door gelastigden van genootschappen en syndicaten, inzonderheid door hotel-, restauratie-, koffiehuisbedienden, werd uiteengezet de bijzonder pijnlijke toestand van eene gansche klasse arbeiders, in een zedelijk, economisch en maatschappelijk opzicht.

Zij hebben duidelijk bewezen dat het, doordien deze bemiddelaars bestaan, moeilijk was de wet van aanbod en vraag te onttrekken aan de misbruiken en onrechtvaardigheden, al te vaak verbonden aan hare werking op de arbeidsmarkt, vooral in de groote steden. Zij hebben doen uitschijnen dat de arbeider, die maar kan leven van zijn werk, nutteloos ontslagen zou zijn van de vroegere dienstbaarheid, indien hij bij voortduur zware sommen moest betalen aan werkbezorgers.

Ongetwijfeld moet het plaatsen van werkzoekenden hoofdzakelijk behooren tot de taak der vakvereenigingen.

Het syndicaat moet de plaats innemen van de gezellenvereenigingen, van de ambachten, van de gilden in de middeleeuwen.

Het syndicaat behoeft te zorgen voor de plaatsing der werklieden in elk ambacht zooals de middeleeuwsche gilden deden.

Dank zij het syndicaat, zal de arbeider in onze hedendaagsche groote centrums niet langer een afgezonderd, naamloos wezen zijn als dit menschelijk stof, waartoe hij was gebracht nadat al de banden van ambachten en gilden waren verbroken.

Het zal ze bijstaan om werkloosheid te vermijden, de gevolgen verzachten van de werkloosheid waaronder hij onvrijwillig lijdt.

Het syndicaat bezit de middelen om na te gaan welke vakbedrevenheid, welke technische hoedanigheden de aan te werven werkman bezit, om inlichtingen te verschaffen over de bijzondere geschiktheid tot eene bepaalde betrekking.

Het syndicaat blijve vreemd aan elk bijzonder gunstbetoon, vrij van elke politieke bemoeïing, dan zal het een echt werktuig zijn om de krachten, ter beschikking van de patroons gesteld, te verdeelen naar gelang van de behoeften hunner nijverheid. Op dit gebied zal het zijn, volgens de uitdrukking van Yves Guyot, « het tandrad tusschen den kapitalist en den werkman ».

De Syndicale Kamers van patroons of van bedienden zijn natuurlijk aangewezen om werkloozen aan eene betrekking te helpen. « De plaatsing » van werklieden — zegde met reden graaf de Mun — evenals alle zaken » waarbij de belangen der arbeiders zijn betrokken, is geene zaak van » handel, maar wel van beroep... De ware oplossing van het vraagstuk der » plaatsing ligt in eene beroepsvereeniging die, in het opzicht van bevoegd-

» heid en van waarborgen, veel beter in staat is de behoeften en belangen
 » van werknemers en werkgevers te bevredigen dan elke andere instelling
 » en, inzonderheid, dan eene zuivere handelsinstelling, waar het persoon-
 » lijk belang van den ondernemer natuurlijk hooger staat dan alle andere
 » belangen. Deze taak van plaatsing is voor de syndicaten eene van hunne
 » natuurlijkste, billijkste, behoorend tot die welke het best beantwoorden
 » aan de rol welke zij hebben te vervullen om het recht der arbeiders te
 » vrijwaren. »

Het ligt nochtans niet in onze bedoeling, de instelling van plaatsing-kantoren — private agentschappen — volstrekt te verbieden, op 't oogenblik dat zij den vijfhonderdsten verjaardag van hare oprichting zou kunnen vieren ⁽¹⁾.

De Hoogere Arbeidsraad in Frankrijk, geraadpleegd in 1891, erkende en verkondigde dat het bedrijf van de plaatsing-kantoren een vrij bedrijf moet zijn : hij steunde op de vrijheid van handel en nijverheid, alsmede op de noodzakelijkheid voor de werklieden, die niet willen behooren tot syndicaten, om zich nochtans werk te kunnen verschaffen.

Daarenboven hebben de werklieden en bedienden nog niet overal syndicaten tot stand gebracht; in talrijke gevallen ware dergelijke inrichting onmogelijk.

In vele steden bestaan noch arbeidsbeurzen, noch plaatsing-kantoren.

Eindelijk, de plaatsbezorgers kunnen aan de werkgevers diensten bewijzen, die deze vaak niet kunnen verwachten van arbeidsbeurzen of syndicaten.

Zij kunnen dienen tot leidraad bij de keuze van personeel, onderzoek instellen, optreden bij het afschaffen van betrekkingen.

Niets verhindert, dat zij blijven bestaan als helpers voor het « aankopen », doch niet als bemiddelaars voor het « verkoopen » van werk.

Doch stellig zijn er onder de beschuldigingen, uitgebracht tegen de plaatsing-kantoren, sommige die de aandacht kunnen, ja moeten vestigen en volstaan om eene hervorming te billijken.

De plaatsing-kantoren mits betaling zijn eene der oorzaken van de onbestendigheid der betrekkingen : de plaatsbezorger heeft er alle belang bij, den arbeider te verplaatsen in gemeen overleg met of zelfs tegen den dank van den patroon of den beheerder eener onderneming. Herhaalde

(1) In 1612 verwierf Theophraste Renaudot, 's Konings lijfarts, armmeester, van den vorst een brevet, waarbij hij en de zijnen, met uitsluiting van alle anderen, werd gemachtigd tot het houden van « kantoren en registers voor zijne onderdanen » in gansch zijn rijk. De begunstigde « verstond daardoor een kantoor van inlichting, bekendmaking, waar men alle mogelijke inlichtingen kan bekomen ».

Het bescheiden kantoor van bekendmaking en plaatsing, voorlooper van alle agentschappen tot bekendmaking, was de kiem van de *Gazette de France*, het oudste blad in de Fransche taal, gesticht om het aanbod en vraag van het plaatsing-kantoor ten huize over te brengen.

plaatsing vermeedert zijne premiën; verandering wordt voor hem eene bron van winst.

Dat is niet het eenige schandelijk bedrijf van deze kantoren : De in 1899 in Frankrijk ingestelde Commissie stelde vast « dat de meest benijdenswaardige betrekking niet wordt gegeven aan de waardigsten of ongelukkigsten, zelfs niet aan de eerst ingeschrevenen, maar wel aan arbeiders die uit hun gering spaargeld heimelijk den plaatsbezorger eene premie komen betalen : hoe meer men hem geeft, hoe beter hij u voorspreekt ».

Naast deze premiën, zijn er andere die gewoonlijk worden betaald aan drank in de gebouwen van het plaatsing-kantoor, waar ook eene drank-slijterij bestaat. « Hoe meer daar wordt verbruikt, hoe spoediger men wordt geplaatst. »

In sommige van die kantoren treft men talrijke werklieden of bedienden aan, onder andere « extra's », die het loon, dat zij berekenen, vooraf belasten ten bate van den herbergier, van wien zij hunne plaatsing verwachten.

Die herbergier houdt geen plaatsing-kantoor in den strengen zin des woords : geen bericht, geen oproep tot de belanghebbenden geeft hem als zoodanig aan, doch hij maakt zijn kantoor tot eene plaats van bijeenkomst voor werklieden, op zoek naar eene plaats; zoo verwerft hij de klandizie van patroons, die weten dat zij ten allen stonde bij hem het hun noodige personeel zullen vinden.

Hij zal geene anderen dan de grootste verbruikers, hunne « beste klanten » aanbevelen. Hij heeft er alle belang bij, goed loon te bezorgen enkel aan hen die aldus hunne schulden kunnen betalen of te zijner ophengst van het door hun toedoen verworven werk zullen komen verteren.

Deze misbruiken drukken niet enkel op het personeel van de voedingsnijverheid : wij hebben talrijke gevallen vastgesteld ten opzichte van zee-lieden, dokwerkers, metsers, daglooners.

Plaatsing-kantoren gevestigd bij herbergiers, werkbezorgers die herberg houden bevorderen onmatigheid en vaak ongebondenheid. Zij vangen hen, die er zich begeven, in een net van schulden, waaruit zij zich later slechts met de grootste moeite kunnen bevrijden.

Het personeel van hotels, restauraties, koffiehuisen levert een bijzonder lastig werk, dat hunne krachten voorbarig knakt, na ze te hebben blootgesteld aan al de erge gevaren van ziekte en werkloosheid.

Het publiek vergist zich vaak bij zijne berekening van het loon, opgeleverd door het drinkgeld. Het weet niet — of het vergeet — dat, in tegenstelling met andere bedienden, hij, die in eene restauratie dient, al te vaak zijn werkgever betaalt in stede van door hem betaald te worden, en naast andere verschillende heffingen soms nog is verplicht het loon van een gedeelte des personeels te betalen.

Tot nog toe genieten deze bedienden niet eens de voordeelen die de

werklieden hebben : verzekering tegen arbeidsongevallen, werkrechtscraden, arbeidersabonnementen, enz.

In eene onlangs verschenen verhandeling kon men vaststellen hoe zwaar het juk der werkbezorgers drukt op den patroon zooals op den werkman, hoe bijzonder hatelijk het is ten opzichte van het vrouwelijk personeel (¹).

« Het staat den baas niet vrij, zelf eene kellnerin aan te nemen. Wil hij, wanneer hij te kort zal hebben aan personeel, niet in verlegenheid verkeeren en zich in de onmogelijkheid bevinden om zijne klanten te bedienen bij gebrek aan dienstvolk, zoo moet hij door de handen van den werkbezorger. Want niet alleen de werkbezorger zal weigeren hem iemand te zenden, maar al de kellnerinnen, zelfs die zonder plaats, zullen zijn aanbod weigeren onder de bedreiging der werkbezorgers nooit ergens meer te worden geplaatst. Er valt niet aan te denken, van den eenen werkbezorger naar den anderen te gaan. Zij vormen onderling eene vrijmetselarij uit en al de kellnerinnen staan volkomen onder hun bedwang.

» Ieder is meester en baas in zijn huis! zegt het oude spreekwoord, maar hier is de baas, hoe warm hij er ook in zit en hoe goed zijne zaken ook gaan, geen meester in zijn huis.

» Het getal dier werkbezorgers, die herbergbazen en kellnerinnen onder de roede houden, is betrekkelijk klein. En alleen de lijdzaamheid, de vrees, de afzondering dier vrouwen kan de macht dier dwingelanden doen begrijpen.

» Het zijn dranksljters en hun toog dient tot kantoor. De namen der nieuwelingen en der ouderen zonder plaats staan opgeschreven in een boek dat ergens in de schuif ligt. Die nota's heeft hij echter niet noodig, want de werkbezorger kent zijne klanten.

» Klanten, inderdaad, want de kellnerin moet eene vaste verteerster zijn en wordt enkel gewaardeerd naar het tarief en de hoeveelheid van wat zij aan den toog binnenspeelt. Eene vrouw, die om wille van hare beurs of haren last, hare maag of haar hart, dat niet altijd op lust is gezet, niet veel kan verorberen, moet geen hoop op bezigheid koesteren.

» De werkbezorger, die eene vaste betrekking verschaft, met andere woorden, eene bestendige bediening, eischt van de kellnerin twintig, vijftig, tachtig frank, volgens de belangrijkheid van het drankhuis.

» De extras, zij die slechts in de tijdelijke diensten voorzien, zooals bij een feest dat meer toeloop van verteerders aanbrengt, of bij zomerdagen — vooral op Zon- en Donderdagen — in de luthoven der omstreken, betalen den plaatsbezorger niet, maar zijn verplicht iederen morgen bij hem te gaan.

» Zij verteren en hij wint aldus zijne schade in. De arme sloor laat er dikwijls de helft achter van hetgeen zij den vorigen dag heeft gewonnen, zonder zeker te zijn er lang nog werk te vinden.

(¹) *National bruxellois*, 6 Januari 1909.

» De werkbezorger verliest de kellnerin, die door zijn toedoen eene bestendige betrekking bekwam, niet uit het oog. Hij kent hare uitgangsdagen en eischt haar bezoek. Zij is verplicht te zijnent te komen verteren, en wel dik en dubbel, zooniet zal zij, den dag waarop zij haar drankhuis verlaat, vruchteloos eene nieuwe plaats komen vragen.

» Ze zal bij al de werkbezorgers op het zwart boek staan.

» Het aantal dier arme sukkels zonder werk verandert met het seizoen.

» Het bedraagt nagenoeg altijd verscheidene honderden, en dikwijls meer dan duizend, die soms het eten uit haren mond sparen om haar gelag te kunnen betalen. »

De wetgever in Frankrijk heeft de plaatsing-kantoren voor schouwburgen of tooneelfeesten, voor cirken en muziekzalen, gelaten buiten de regeling door de wet van 14 Maart 1904 ingevoerd.

Hij steunde op de overweging, dat die plaatsing-kantoren iets heel bijzonders zijn.

De persoon komt vooral in aanmerking bij het contract, de tusschenpersoon is belast met een zoo bijzondere rol en is verplicht voorschotten te doen : daarom ook kan eene algemeene werking van het syndicaat hier moeilijk bestaan.

Ook om eene andere beschouwing werd het voorstel tot afschaffing niet aangenomen. Die plaatsing-kantoren zijn nagenoeg alle gelegen te Parijs en bezorgen weinig of geen plaatsen buiten Parijs. De Gemeenteraad van Parijs zou er nooit in toegestemd hebben, het noodige geld voor die afschaffing te storten, terwijl de Stad daaruit geen voordeel hoegenaamd zou getrokken hebben.

Niettemin werden erge en gegronde klachten uitgebracht tegen sommige dier plaatsing-kantoren, en, op de vraag van den heer Millevoye, werd overeengekomen dat eene afzonderlijke wet zou worden ingevoerd; de Commissie voor den Arbeid en de Regeering gingen de verbintenis aan, die wet ten spoedigste door te drijven.

Op het eerste gezicht schijnen die redenen heel gewichtig te zijn, doch die gewichtigheid vermindert erg, indien de wet ten doel heeft, niet de kantoren af te schaffen, maar wel het commissieloon te doen betalen door den werkgever en niet meer door den werknemer, indien zij niet ten doel heeft een werkbezorger weg te cijferen, die overigens niet benuttigd wordt door de kunstbeoefenaars, voor wien het in aanmerking nemen van den persoon een hoofdvoorwaarde is van het contract.

De belanghebbenden beroepen zich hierop, dat zij, meer dan in elk ander bedrijf, aan talrijke teleurstellingen blootstaan. « In de eerste » plaats, het gering vermogen van menig bestuurder of ondernemer van » schouwspelen stelt ons er gestadig aan bloot, zeggen zij, geen wedde » te trekken; deze is dan nog over 't algemeen (vooral in België, en vooral » voor de Belgische kunstbeoefenaars), bespottelijk. De wet, ingeval van » failliet, ontkent ons de hoedanigheid van bevoorrechte schuldeischers, » welke, naar wij meenen, aan de werklieden wordt toegekend.

» Onze verbintenissen duren, over 't algemeen, slechts vijf of zes maand.
 » Gelukkige en zeldzame vogels bij ons, die 's zomers bezigheid vinden
 » tegen een hongerloon. Ons beroep verplicht ons tot opschikkosten om
 » zekeren stand te kunnen bekleeden en ons bedrijf uit te oefenen. En
 » wanneer, na veel geloop, het ons gelukt den hoogen prijs te behalen in
 » den vorm van eene verbintenis *te onzent*, dan eischen de schouwspel-
 » plaatsing-kantoren 5 % onzer wedde, die moeten worden betaald voor
 » het gansche seizoen en bij voorbaat. Dat « commissieloon » wordt afge-
 » houden van de halve maand wedde (die bij den aanvang der verbintenis
 » door den bestuurder wordt vóórgeschoten). Dat wil zeggen dat een
 » kunstenaar, aangenomen tegen 250 frank per maand (wat een heel
 » deftige gemiddelde wedde is), 75 frank commissieloon betaalt, vooraleer
 » hij zeker is dat zijn bestuurder hem zelf, tot het einde zijner verbintenis,
 » zal betalen. En men heeft hem 125 frank voorgeschoten! Rekent en
 » telt hoeveel er hem overblijft om gedurende één maand te bestaan!!!
 » Denkt aan den toestand der ongelukkige koorzangers, danseressen,
 » muzikanten, die insgelijks onder bedwang van die heerschappen der
 » plaatsing-kantoren staan en gemiddeld 120 tot 150 frank per maand
 » winnen.

» Bij de behandeling der wet op de werkrechtscraden werd de vraag
 » geopperd of men geen onderscheid diende te maken tusschen de kunst-
 » beoefenaars naar gelang van het bedrag hunner wedde. Diende men ze
 » niet in twee klassen in te deelen naar gelang ze meer of minder dan
 » 300 frank winnen? Dan zou elk commissieloon wegens bezorging eener
 » betrekking beneden de 300 frank per maand, ten laste van den werk-
 » gever vallen.

» Doch hier weeral kan men, ons dunkens, de gunst der wet uitbreiden
 » tot het gansche beroep, want weinige kunstenaars, die hooge wedden
 » winnen, hebben de plaatsing-kantoren noodig. Ze zijn altijd bij machte
 » rechtstreeks te onderhandelen met de bestuurders en doen hen, bij voor-
 » komend geval, het cereloon betalen.

» En juist omdat de verstootelingen van het beroep er onder lijden, is
 » het noodig voor hen wetsbepalingen in te voeren zonder deze te ver-
 » zwakken door nuttelooze uitzonderingen en beperkingen. »

De regelingsmaatregelen, welke het wetsvoorstel wil inbrengen, zouden misbruiken te keer gaan, die ofwel nadeel berokkenen aan bepaalde personen ofwel eene ergere en algemeene kwaal zijn.

Burgerrechtelijke bekrachtigingen volstaan om de bepalingen te doen naleven, waarbij aan een werkbezorger is verboden, om 't even welke vergelding te eischen van wege een werkmán voor om 't even welk optreden in eene arbeidsovereenkomst.

Elk optreden moet kosteloos zijn voor den werknemer : elke betaling wegens dit optreden zou worden beschouwd als het gevolg van eene « verbintenis zonder oorzaak ». De beste en redematigste bekrachtiging blijkt

dus die te wezen, krachtens welke eene rechtsvordering zou zijn ontzegd aan hem die de voordeelen van eenig beding of van eenige belofte, welke zou gedaan zijn geworden, zou willen opstrijken.

Zoo ook ontzegt de wet elke rechtsvordering voor eene speelschuld of tot betaling eener wedding (Burgerlijk Wetboek, art. 1965).

Is evenmin ontvankelijk in rechte de rechtsvordering tot betaling van dranken, verbruikt in de herbergen, koffiehuisen en in om 't even welke slijterijen (art 17 der wet van 16 Augustus 1887).

Het bedrog is uiterst sluw; de wet moet bijgevolg in stellige bewoordingen voorzien al de arbeidsovereenkomsten, in om 't even welken vorm. Haar doel moet zijn, bescherming te verleenen aan al wie van zijn arbeid leeft in een staat van ondergeschiktheid tegenover een baas of een meester.

Sommige leden van het personeel der hotels en restauraties trekken geen loon hoegenaamd. Zij betalen integendeel zelf het recht om te werken tot bedrag van eene vooraf bepaalde som: dat noemt men « voorschootrecht », « breekkosten », enz.

Die arbeiders, welke het loon van hun werk vinden in het heerschend gebruik van het fooigeld —, dat beter afgeschafte ware —, welke dat fooigeld zelfs moeten deelen met den baas van het huis, welke zelfs verplicht zijn helpers van lageren rang te betalen, moeten evenzeer beschermd worden als zij die vaste wedde, loon of vergelding trekken. Kortom, er moet geen verschil hoegenaamd worden gemaakt tusschen die verschillende soorten van arbeiders, en het ware zelfs noodig dat er middel werd geschafte tegen de ondergeschiktheid waarin sommige onder hen verkeerden tegenover de werklieden en waarvan wij reeds gewaagden: wet op de betaling van het loon, ongevallenwet, verminderde tarieven en ontlastingen die aan de werklieden zijn toegestaan.

't Is ook noodig dat de wet kunne treffen om 't even welk beding, krachtens welk eenig nut of voordeel wordt toegekend aan een werkbezoerger, indien het ten laste van den werknemer valt.

Die voordeelen worden gewoonlijk gevorderd bij wijze van « inschrijvingsrecht » of van « commissieloon ».

Ze kunnen nog onder andere vormen voorkomen: de verplichting om sommige aankopen te doen, om een bepaald werk te verrichten; de bepaling moet algemeen genoeg zijn om de vernuftigheid te voorkomen van hen, die te dikwijls trachten heen te glijden door de mazen der wet.

Echter, zooals wij het reeds vaststelden, kunnen sommige klassen van personen geen syndicaat tot stand brengen of hunne toevlucht niet nemen tot officieele kantoren. Sommige tusschenpersonen kunnen niet vervangen worden, bij voorbeeld zij die zich bezighouden met het plaatsen van onderwijzeressen, gezelschapsjuffers en dienstboden.

Wij hebben erkend dat men de tusschenpersonen moest laten bestaan; de handhaving daarvan is nochtans onafscheidbaar van de handhaving eener vergelding. Hoe die beide feiten overeen te brengen, zoo men niet

aanneemt — en deze stelling schijnt bestand tegen elke ernstige betwisting — dat de bestaande misbruiken niet meer te vreezen zouden zijn, wanneer de werkbezorger wordt betaald, niet door den werknemer, maar door den werkgever? Op deze wijze zou men wegnemen alle gunstmisbruik jegens hen die thans verplicht zijn zich te wenden tot inrichtingen welke de plaatsen aan de meestbiedenden begeven.

De werkgevers verkeeren in een beteren toestand dan de werklieden om aan de eischen der werkbezorgers te weerstaan.

Zij zijn beter bij machte om de veranderingen van personeel en het herhaald betalen van commissieloon tegen te werken.

Eene bepaling als die, welke wij voorstaan, werd in de Fransche wet van 1904 opgenomen op aandringen van generaal Mercier :

« De plaatsing-kantoren tegen betaling, zegde hij tot staving van zijn » voorstel, bewijzen in veel gevallen evenveel en zelfs meer diensten aan » de meesters dan aan de arbeiders; en nochtans moeten alleen de arbeiders, die reeds te lijden hebben onder werkloosheid, deze diensten » bekostigen. De werklieden alleen dragen de kosten der opsporingen en » der onderzoekingen waarvan zij het voorwerp zijn, op verzoek en in » het belang der meesters. Ligt daar klaarblijkelijk niet iets hinderlijks » in, iets onrechtvaardigs en onmenschelijks? »

Is het niet te vreezen dat tengevolge van de ongelijke drukking der taxes, door een weerslag, de werkman den last van de vergelding zal moeten dragen?

Het ware bij voorbaat verklaren dat geen maatregel tot bescherming van den arbeid helpen kan, moest men onderstellen dat de overeenkomst telkens de wet zou te niet doen. Dezelfde vrees uitte zich, toen men de patroons lasten oplegde ten behoeve van de schadeloosstelling voor arbeidsongevallen, en ook bij de beraadslaging over de regeling van den arbeid.

Doch al ware 't anders, toch zou het niet onverschillig zijn dat de patroon betaalde en dat de werkman op de wet kon steunen om de misbruiken der tusschenpersonen, die zijnen nood uitbuiten, te keer te gaan, dat men in de practijk de personen niet in aanmerking zou nemen.

De bekrachtiging van den regel, dien wij voorschrijven, kan enkel gevonden worden in de nietigheid van elke overeenkomst die zou trachten hem te overtreden.

De tusschenpersoon, die bij voorbaat weet dat hij geen rechtsvordering instellen kan tegen een bediende wegens eene vergelding welke hij toch meende te moeten bedingen, zal er geen belang meer bij hebben, dergelijke ijdele en nuttelooze verplichting te doen aangaan.

Doch dit volstaat niet: de tusschenpersonen hebben de gewoonte zich bij voorbaat te doen betalen. Moesten zij van elke rechtsvordering verstoken blijven, dan zouden zij deze gewoonte algemeen maken en zich « voor-

raad » en « dekking » doen voorschieten. Zij zouden het middel vinden om zich op andere wijze te doen betalen dan door rechtsvordering en tegen de eischen aanvoeren dat men eene vrijwillig gedane betaling niet terugvorderen kan.

Aldus zou men gemakkelijke middelen aan de hand doen om de wet te ontduiken in hare bekrachtiging : het geding tot terugvordering is geschikt om die middelen te verbrijzelen.

De tusschenpersoon, zoo hij door den werkgever betaald wordt, kan en mag blijven bestaan zonder dat er schade uit voortspruiten kan, maar zijn bedrijf mag niet het bijbedrijf zijn van eene andere zaak — een drank-slijterij — en niet ten doel hebben hem winst bij te brengen.

Een plaatsing-kantoor mag in geen kroeg werken; de jammerlijke gevolgen van de vereeniging dier twee bedrijven zijn klaarblijkend. Zij zouden niet minder jammerlijk zijn, zoo de bediende ontslagen werd van de bedongen vergelding en hij, evenals vroeger, onrechtstreeksche vergeldingen moest betalen.

Daarom volstaat het niet de tusschenkomst van den drank-slijter te verbieden, wanneer deze er een echt plaatsing-kantoor op na houdt: de herbergiers zouden spoedig alle zichtbare sporen van dit bedrijf doen verdwijnen en er zich bij bepalen, hun bedrijf van tusschenpersoon waar te nemen in hunne inrichting.

De tusschenpersoon zelf moet afgeschaft worden, wanneer hij achter zijn schinktafel of in zijn drankhuis werkt, wanneer hij zich doet betalen met het verteer zijner klanten: men kan den drank-slijter of herbergier niet verbieden, bij gelegenheid aanwijzingen te verschaffen aan zijne klanten omtrent vragen die tot hem zijn gericht, omtrent inlichtingen die hem zijn verstrekt.

Doch aldus een enkelen dienst bewijzen is heel iets anders dan de gewoonte van dergelijke praktijken, uit rechtstreeksch winstbejag, met het oog op vergelding, of uit onrechtstreeksch winstbejag, door klanten te lokken.

En hier dient insgelijks vermeden te worden dat de herbergier, zonder op te treden als tusschenpersoon, zonder zelf het plaatsing-kantoor te houden, denzelfden uitslag bekomt door het kantoor te doen of te laten houden door een derden persoon, door aldus derde personen te doen optreden ten einde de arbeidsovereenkomsten in zijne herberg te doen sluiten.

Een syndicaat, eene vakvereeniging, eene arbeidersgroep kan men niet verbieden zich te vestigen in om 't even welk huis, al ware het zelfs een drankhuis. Doch men moet beletten dat de baas andere winsten opstrijkt van de personen, welke in zijn huis vergaderen, dan die welke andere klanten hem bezorgen: hij mag de klandizie niet aantrekken door zelf een plaatsing-kantoor op te richten. Het mag niet gebeuren dat de oprichting van het plaatsing-kantoor door een derden persoon den lokaalhouder

bijzondere winsten verschaffe, dat hij geld putte uit die inrichting; men mag de keuze van dergelijke lokalen niet begunstigen.

Wie zou kunnen ontkennen dat de wetgever wijs en doelmatig werk verrichtte, toen hij verbood het loon te betalen in kroegen, dranksluiterijen, pakhuizen, winkels of daaraan belerende lokalen (wet van 16 Augustus 1887, art. 4)?

Al het voorgaande laat natuurlijk vrij, en buiten elk regeling, de instellingen waar men aan werklieden, bedienden en dienstboden kost en inwoning verschaft, terwijl men tevens voor hunne plaatsing zorgt, niet uit winstbejag en als handelsbedrijf, doch uit geest van liefdadigheid, bescherming en solidariteit.

Niemand zal de bestuurders van zulke werken verwarren met hotelhouders of dranksluiterijers.

Evenmin zal men de bestuurders van syndicaten en mutualiteiten kunnen aanzien als hotelhouders of tusschenpersonen.

Indien deze maatschappijen een privaat lokaal bezitten in een afgescheiden gedeelte van een koffie- of drankhuis, zal niets de leden beletten, zich daar eten of drinken te laten brengen. Het geldt immers een privaat lokaal, waar de wet geen controle uitoefenen kan.

In al deze gevallen verdwijnt de reden om reglementen te maken: de uitbuiting van den bediende, door een tusschenpersoon, de tiende rechtstreeks of onrechtstreeks geheven op zijn toekomstig werk of wegens dit werk.

Men kan niet alle gevallen voorzien, doch men hoeft enkel dien regel, waarop de wet steunt, in 't oog te houden om te bepalen of ja dan neen er dient gestraft te worden.

Voorzeker zijn wij niet zoo verwaand te gelooven dat het door ons aan de Kamer onderworpen voorstel volmaakt is en niet kan gewijzigd noch verbeterd worden, zoowel wat den grond als wat den vorm betreft.

Aan het verbeteren van de Fransche wet werden vijf en twintig vergaderingen gewijd, zoowel in Kamer als in Senaat. Twaalf hoofdoutwerpen en talrijke tegenoutwerpen werden ingediend.

Zestien verslagen werden uitgebracht.

Wij hebben ten doel, eene noodzakelijke en te lang verwachte oplossing uit te lokken: wij meenen dat de arbeid iets anders is dan een verhandelbare koopwaar; hij moet beschouwd worden uit een meer verheven standpunt, op sociaal, zedelijk en godsdienstig gebied, als « de vereenigde krachten van levende en gevoelende wezens waaronder eene noodzakelijke solidariteit bestaat ».

De regeling van den arbeid moet niet beschouwd worden enkel met het oog op de louter economische en stoffelijke zijde: de kwestie der plaatsing moet de volledige ontwikkeling bespoedigen van de vakvereenigingen, de mutualiteiten en syndicaten, de arbeidsbeurzen, de regeling van de collectieve arbeidsovereenkomst, de volledige ontvoogding van den werkman.

Dit is niet het werk van één dag, van één man, van één Parlement. Hoeveel onder ons zullen gansch vergeten zijn, wanneer het werk zal voltooid zijn.

Dit is geen reden om geen schakel meer aan de ketting der pogingen te smeden.

P. WAUWERMANS.

Proposition de loi réglementant les bureaux de placement.

ARTICLE PREMIER.

Aucune rémunération ne peut être perçue par un intermédiaire à raison de son intervention dans un contrat de travail sinon à la charge exclusive de l'employeur.

ART. 2.

Sont nulles toutes stipulations consenties par un employé, un ouvrier ou par tout homme de service en vue d'attribuer à un intermédiaire un avantage quelconque, au mépris de la disposition précédente.

Sont sujettes à répétition toutes sommes qui auraient été acquittées ou remises, même volontairement en exécution ou à l'occasion de semblables engagements ou promesses.

ART. 3.

Aucun hôtelier, logeur, restaurateur ou débitant de boissons ne peut, directement ni indirectement, faire office habituel d'intermédiaire entre employeurs et employés.

Il ne peut de même autoriser la tenue d'un bureau de placement dans des locaux dépendant de son établissement où seraient débitées des boissons.

ART. 4.

Les agences et entreprises de publicité par voie de la presse ne sont pas soumises aux prescriptions de la présente loi.

Wetsvoorstel houdende regeling van de plaatsing-kantoren.

EERSTE ARTIKEL.

Geene vergelding mag door een tussenpersoon worden geheven wegens zijn optreden in eene arbeidsovereenkomst, tenzij uitsluitend ten laste van den werkgever.

ART. 2.

Nietig zijn alle bedingen waarbij een beampte, een werkman of welke loontrekkende dienaar ook zich verbindt om, in strijd met de vorige bepaling, eenig voordeel aan een tussenpersoon toe te kennen.

Vatbaar voor terugvordering zijn alle sommen, betaald of ter hand gesteld, zelfs vrijwillig, ter vervulling of naar aanleiding van soortgelijke verbintenissen of beloften.

ART. 3.

Geen hotel-, logement- of restauratiehouder, geen drankslijter mag, rechtstreeks of onrechtstreeks, gewoonlijk optreden als bemiddelaar tussen werkgevers en werknemers.

Evenmin mag hij er in toestemmen dat een plaatsing-kantoor wordt gehouden in lokalen afhangende van zijne inrichting, wanneer daar dranken worden verkocht.

ART. 4.

De agentschappen en ondernemingen tot bekendmaking door middel van de pers vallen niet onder de voorschriften van deze wet.

ART. 5.

Toute infraction à la disposition de l'article 3 sera punie d'une amende de 50 à 2,000 francs.

ART. 6.

L'action en répétition réservée par l'article 2 et l'action pénale par l'article 5 se prescrivent par un laps de temps de six mois.

ART. 5.

Elke overtreding van de bepaling vervat in artikel 3 wordt gestraft met eene boete van 50 tot 2,000 frank.

ART. 6.

Het geding tot terugvordering, bij artikel 2 voorbehouden, en de strafrechtelijke rechtsvervolging, in artikel 5 bedoeld, verjaren door verloop van zes maanden.

WAUWERMANS.
